

CE N'EST PAS LA TREVE !

Les journées du 9 et du 10 décembre dans les universités, notamment dans les IUT, en convergence avec les enseignants de premier et second degrés, marquent une consolidation, voire un renforcement des mobilisations multiformes sur un éventail de revendications qui touchent le cœur du métier des enseignants du supérieur. Localement, les modalités de grève administrative sont prises, revêtant des formes diverses : rétention des notes, envoi des copies corrigées au rectorat... avec comme objectif le retrait du projet de décret carrière, le retour des emplois supprimés (et les créations nécessaires), le refus du dispositif concours-masters, tel qu'actuellement présenté. La formation des enseignants est plus que jamais un enjeu majeur. En témoigne le nombre important (67) de motions de CA, exigeant a minima un moratoire concernant le dépôt des maquettes..., certaines engageant à ne pas envoyer ces maquettes au Ministère.

Avec l'arrivée des DGF dans les établissements, la colère explose : refus du budget par le CA au Havre, motion des trois Conseils de l'Université Paul-Valéry Montpellier-III qui « protestent vigoureusement contre la dotation budgétaire prévue par le ministère pour 2009 et s'indignent des suppressions de postes annoncées pour les 3 prochaines années », réunion des trois conseils à Paris VIII, interventions publiques de plusieurs Présidents (Paris 11, Montpellier 3...).

La loi LRU porte atteinte aux moyens (financement, personnels) des IUT. La mise en place d'une charte de « bonne conduite » qui régirait les relations entre les IUT et les universités ne permettrait pas de garantir les moyens nécessaires au bon fonctionnement des IUT. Le « Contrat d'Objectifs et de Moyens », conclu localement entre l'IUT ou une autre composante et l'Université, constitue une première étape de l'inféodation des composantes au Président via des indicateurs de performance » ! Ce contrat local risquerait d'amplifier les inégalités entre composantes et sur le territoire. Le SNESUP appelle les collègues des IUT à continuer la mobilisation, et, en convergence avec les étudiants, à participer aux Assemblées Générales et à **organiser des débrayages mardi 16 décembre** et des manifestations dans les grandes villes universitaires pour exiger le maintien du fléchage des moyens financiers et des postes des IUT, pour maintenir le financement de tous les diplômes IUT existants. Ce sont des conditions nécessaires pour que le DUT reste un diplôme national garanti par un programme national, les CPN (Commissions Pédagogiques Nationales) et la CCN (Commission Consultative Nationale).

Le SNESUP appelle les élus dans les Conseils d'Administration à voter contre les budgets d'établissement. Il appelle à des réunions et prises de position des trois conseils de l'université.

Le SNESUP appelle les universitaires à poursuivre leurs interventions – y compris par la signature d'appels appuyant les élus dans les conseils - pour que les conseils centraux ne transmettent pas avant octobre 2009, ni ne valident les projets de maquettes des MASTER (formation des enseignants) qui s'inscriraient dans le flou réglementaire, la dérégulation scientifique et un calendrier irresponsable. Il appelle à l'engagement individuel pour bloquer collectivement l'élaboration de ces maquettes.

C'est sur ces bases que le SNESUP engage, avec la FSU et avec les autres organisations de l'Education et de la Recherche, les ripostes unitaires qui se dessinent pour janvier.

* * * * *

REFUS D'UNE MASCARADE

La FSU et ses syndicats (SNESUP, SNEP, SNES, SNUIPP, SNUEP) se félicitent de l'unanimité des organisations syndicales face aux représentants de la Ministre Valérie Pécresse dans la réunion de ce jour, 12 décembre. Toutes les organisations syndicales ont quitté ensemble une réunion qui s'apparentait à une mascarade. Le flou des déclarations du gouvernement sur la formation des enseignants démontre une fois de plus la nécessité, portée de longue date par la FSU et ses syndicats nationaux concernés, de reporter des nouveaux concours a minima à la session 2011.

La qualité de la formation des enseignants en dépend. Comme aujourd'hui, la FSU fera tout pour renforcer la cohérence et l'unité des organisations syndicales.

Paris, le 12 décembre 2008

Les organisations syndicales invitées au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche le 12 décembre constatent l'indigence des analyses, propositions et réponses du ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'avenir de la formation des enseignants et des autres personnels d'orientation et d'éducation.

Tant sur les concours que sur les évolutions des parcours de formations, les ministères sont sourds aux revendications des personnels et refusent d'ouvrir la moindre négociation sur le fond comme sur les calendriers.

Toutes les organisations ont quitté la séance.

FSU (SNESUP, SNEP, SNES, SNUIPP, SNUEP) - UNSA (SE, SUP'Recherche) - SGEN-CFDT - CGT (FERCSup, Educ'action, SNPEFP) - CSEN (SNALC, SNE, AUTONOMESUP) - FO (SNPREES - SNFOLC, SNUI-FO, FNEC FP) - Comité de liaison enseignement-recherche affilié à la FP-CGC